

ATTAC Québec

Association québécoise pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

BULLETIN no 14 MARS 2006

ATTAC Québec au VI forum social mondial

Le VI forum social mondial s'est tenu cette année à Caracas, entre le 24 et le 29 janvier. ATTAC Québec y était représenté par une quarantaine de personnes dont certaines vous livrent ici leurs impressions et leurs analyses.

SOMMAIRE

Un autre monde est possible
– *Monique Jeanmart* ..p1

FSM VI, Caracas – aperçu général
– *Raymond Favreau* ..p5

Alena Plus
– *Ghislaine Raymond* ..p8

Le FSM vu depuis le campement de la jeunesse
– *Marie-Hélène Chiasson* ..p3

FSM de Caracas : Appel à mobilisation d'urgence lancé contre l'OMC
– *Catherine Caron* ..p6

Le marxisme selon le Che et le socialisme du 21^e siècle
– *Anne Hubbard* ..p9

Un autre monde est possible **Impressions d'une déléguée** *Monique Jeanmart*

Dans tout processus de changement radical, il y a deux révolutions. Une qui vient d'en haut et un mouvement qui surgit d'en bas et qui constitue la force réelle du changement. John Holloway

Au sortir de ce forum (en ce qui me concerne la première participation), je voudrais plutôt vous dire **Un autre monde est en marche...** je l'ai vu à Caracas! D'abord, dans ces 70 000 délégués, venus de 50 pays, membres de 2200 organisations du monde entier, mais surtout, dans ces hommes et ces femmes du Venezuela qui, chacun dans leur secteur, construisent jour après jour une nouvelle société.

Une société de dignité

Ces grands changements, que j'ai vus et que l'on appelle 'révolution bolivarienne' sont, certes, d'ordre structurel, mais ceux qui m'ont impressionné, sont ceux que j'ai vus chez ces femmes, qui construisent pas à pas, cette société nouvelle. Le monde qu'elles construisent n'est pas théorique, il ne se résume pas à un modèle, c'est leur vie actuelle, leur futur, celui de leurs enfants qui prend forme dans de nouvelles attitudes, de nouvelles actions et de nouvelles organisations. Ces femmes, hier encore le plus souvent analphabètes, aujourd'hui

organisées en coopératives de travail, de production ou de services.

Comme ces femmes, travailleuses à l'entretien d'une grande entreprise pétrolière, qui ont du d'abord se changer elles-mêmes, prendre confiance, oser penser qu'elles pourraient se former en coopérative : 200 heures de formation, un microcrédit, une volonté farouche et surtout une nouvelle estime de soi, qui les a fait passer de travailleuses passives et résignées, à une coopérative dynamique qui vend ses services à l'entreprise. Ou encore cette vendeuse de rues, du secteur informel, à qui une formation et un microcrédit a permis de développer (avec ses 2 filles) un petit restaurant (3 tables pour 12 clients).

Elles sont des dizaines de milliers comme elles, qui portent en avant un changement profond de la société; qui voient leur avenir et celui de leurs enfants en terme de possible. La révolution que portent ces femmes ne vient pas d'en haut, c'est un mouvement qui surgit d'en bas et qui représente la force réelle du changement. Bien sûr, un tel changement ne serait pas possible sans des structures (formation, microcrédit, support organisationnel) pour les appuyer. Mais je pense que la force de cette nouvelle société (du moins en ce moment et sans préjuger de l'avenir) réside dans ce vaste mouvement qui part de la base, de l'intérieur des gens eux-mêmes. Ce sont eux qui portent la révolution bolivarienne. Bien sûr, avec l'encouragement, la motivation d'un Chavez charismatique, mais que l'on ne s'y trompe pas, jamais le culte de quelque leader que ce soit, ne remplacera l'action quotidienne de dizaines, de milliers, voire de centaines de milliers de personnes qui ont décidé de prendre leur avenir en main.



Le VI forum social mondial

Pour combattre la frustration qui résulte de l'impossible organisation d'un si vaste rassemblement de 70 000 personnes, unies par la seule conviction d'un autre monde à bâtir, il faut une bonne dose de *philosophie*... pour ne pas se laisser atteindre par *l'impression* que les ateliers auxquels on n'a *pas* participé étaient toujours plus intéressants ou plus importants que ceux que l'on a suivis! Il faut aussi se rappeler que le FSM est, d'abord, un espace de débats, de réflexion et d'alternatives qui s'opposent au néolibéralisme destructeur. Que chaque jour, des centaines (peut-être des milliers) de sessions et d'ateliers se déroulent, parallèlement, dans une multitude de lieux (plus ou moins facilement accessibles) et qu'il ressemble plus à une gigantesque foire d'idées qu'à un colloque organisé. Qu'il s'est constitué dans la diversité la plus totale : idéologique, géographique, sociale et politique. Que la richesse du FSM est qu'il permet la découverte et l'échange avec une multitude de groupes, d'organisations, d'ONG qui unissent leur savoir, leurs expériences, leurs actions pour contribuer, chacun à leur façon, à la pluralité et à la diversité des alternatives.

Au-delà de la complexité du fonctionnement (qui s'apprend dans la frustration...) je retiendrai 2 questions importantes.

1. Celle de l'environnement, de la préoccupation pour la biodiversité et l'idée que tout changement doit se faire en vue d'un *développement soutenable*. J'ai relevé dans plusieurs ateliers beaucoup d'interventions en faveur d'un modèle qui devrait prendre plus en compte la biodiversité et surtout le droit des peuples indigènes à protéger leurs terres. Des participants n'ont pas manqué de soulever la contradiction d'une révolution, qui se veut sociale, mais qui ne respecte pas toujours le droit des indigènes. Une révolution qui, elle aussi, ignore les impacts environnementaux d'un modèle prédateur bâti sur l'exploitation de richesses naturelles (pétrole, gaz, etc.) loin d'un développement soutenable.

2. Une autre question qui me semble ressortir de nombreux ateliers : celle de l'avenir du FSM lui-même... bien que, dans certains ateliers des participants n'aient que cette question soit nouvelle : elle resurgirait, chaque année, en opposant des visions différentes. Le forum doit-il rester cet espace de débat, ouvert à tous, non structuré et *surtout éloigné de tout lien avec quelque mouvement politique que ce soit*? Certains (des intellectuels surtout) souhaitent vivement changer le format et surtout la finalité du forum. Pour ceux-là, le FSM risque l'épuisement, pire encore de devenir une sorte de 'Woodstock de l'altermondialisme' (B. Cassen), s'il ne crée pas les conditions d'un passage à l'acte politique, par l'élaboration d'un 'socle de propositions et d'alternatives'. Ce qui, semble-t-il, a été fait, à la veille du FSM de Bamako et qui est connu sous le nom 'd'Appel de Bamako'. Pour d'autres, si le forum

génère des actions, des propositions, celles-ci doivent émaner des mouvements sociaux et non du forum lui-même. Le mouvement doit venir d'en bas. Les relations entre tous les participants doivent rester des relations entre participants ou mouvements sociaux, sans la médiation d'un forum institutionnalisé. Pour ceux-là, le changement social *n'implique pas le pouvoir*, celui-ci doit se faire par auto-organisation des communautés. Le forum est un processus historique en constante évolution, il doit rester ce vaste espace ouvert de débat et d'échange. Le caractère polycentrique du FSM cette année (Mali, Venezuela, Pakistan) constitue un pas important de cette évolution, mais génère, par ailleurs de nouvelles difficultés d'organisation et de financement.



Le FSM vu depuis le campement de la jeunesse

Marie-Hélène Chiasson

Après maintenant 6 ans de Forum Social Mondial, nous pouvons dire que cet événement international s'est taillé une place dans le monde militant et chez les altermondialistes. L'accessibilité de ce Forum (c'est-à-dire le simple 25\$ qu'on doit déboursier pour avoir accès à toutes les conférences) permet à des milliers de gens de venir partager leurs expériences et d'apprendre de celles des autres. Chaque militant devrait avoir la chance, au moins une fois dans sa vie, de venir assister à un Forum Social Mondial. On vient y puiser une énergie qui nous redonne foi en notre combat et qui nous fait dire que nous ne sommes pas seuls à lutter contre ceux qui s'approprient toutes les ressources de notre planète et qui marchandent le bien commun. Loin de plier l'échine devant un si grand

combat, de plus en plus de gens ont le désir de s'impliquer pour trouver des alternatives à ce système économique impitoyable. Depuis quelques années, un vent de jeunesse est donc en train de souffler dans les rangs des altermondialistes et c'est peut-être ce qui rend ce mouvement si vivant et si innovateur.

Lors de notre séjour à Caracas, nous avons pu mesurer l'importance de cette jeunesse militante. Bien plus qu'observateurs, nous faisons nous aussi partie de cette nouvelle cohorte, puisqu'une quinzaine de jeunes (de 17 à 30 ans) ont pris part à la délégation d'ATTAC-Québec, pour aller expérimenter ce que c'est que de vivre un Forum Social Mondial. Certains participants en étaient à leur toute première expérience, alors que pour d'autres, le souvenir de leur expérience

à Porto Allegre ou à Mumbai était encore tout frais dans leur mémoire. C'est donc avec les yeux et les oreilles grands ouverts que nous sommes arrivés au Venezuela, fébrile à l'idée d'assister à un événement de cette ampleur, mais aussi dans l'espoir d'en apprendre un peu plus sur la révolution bolivarienne. Dès les premiers jours, nous nous sommes vite aperçus que le Forum ne serait peut-être pas comme nous l'avions espéré.

Qu'on parle du campement jeunesse et de son emplacement en dehors de la ville, des bouchons de circulation (parfois de 2 heures!) qui nous faisait manquer le début de nos conférences, de la pluie, presque journalière, qui causait des joyeux désagréments aux campeurs, de l'annulation récurrente des conférences ou encore de la difficulté à trouver les salles, bref, l'action et les imprévus étaient au rendez-vous à chaque instant! Pour la plupart d'entre nous, le Forum s'est plutôt passé à l'extérieur des salles de conférences! Les échanges spontanés que nous avons eus avec d'autres campeurs ou lors de la marche d'ouverture, nous ont été peut-être plus profitables que toutes les conférences auxquelles on aurait pu assister. Ces échanges tournaient autour de la révolution qui a cours au Venezuela, de notre vision du monde, de notre mode de vie dans nos pays respectifs, de la politique en général ainsi que de nos espoirs et de nos luttes. Tant de choses à dire parmi toute cette diversité! Il va sans dire que l'ambiance festive et amicale qui régnait sur le campement de la jeunesse a charmé beaucoup d'entre nous. Même si l'alcool coulait à flot et que la fête était au rendez-vous, le temps était quand même aux discussions et aux échanges.

Les difficultés rencontrées ont surtout été d'ordre organisationnel. Tel que mentionné auparavant, il nous a fallu nous habituer à changer notre horaire au fur et à mesure des annulations et à planifier les conférences de manière à ne pas passer notre temps à nous promener dans

Caracas. Certains d'entre nous, un peu déçus de la tournure des événements, ont décidé de rester une journée au campement. À leur grande surprise, ils se sont aperçus que, finalement, ils avaient assisté à leur meilleure activité de toute la semaine lors de cette journée passée au campement. Ce qu'on avait oublié, c'était que sur le campement, des activités étaient organisées à chaque jour, avec beaucoup moins de gens (et une plus grande chance d'avoir lieu!), ce qui laissait place aux échanges entre les participants. Le Forum social s'est donc passé, pour beaucoup de personnes, partout ailleurs sauf là où c'était prévu! C'est donc dire qu'il faut parfois sortir des sentiers battus pour profiter au maximum d'un événement dont on a longtemps rêvé!

Une déception par contre, c'est peut-être le fait que le campement de la jeunesse était à 2 endroits différents et très loin l'un de l'autre (l'un en plein centre-ville et l'autre, où nous étions installés, à 10 minutes de Caracas). Donc, vers la fin de la semaine, il ne restait que très peu de gens à notre campement, car la plupart étaient partis pour celui du centre-ville. L'ambiance était alors moins présente. Nous avons donc déménagé à notre tour pour profiter davantage de l'énergie qui se dégage normalement d'un campement jeunesse.

Malgré tous ces petits désagréments et ces petites embûches (notamment l'écroulement d'un viaduc sur la route reliant l'aéroport à Caracas, juste avant le début du Forum!), nous sommes repartis du Venezuela riche de toutes les rencontres que nous avons faites. Le Forum est un lieu où l'on crée des liens et où l'on rencontre la vie (qui n'est pas séparé par un écran de télévision), à travers tous ces visages et ces histoires différentes. C'est avant tout là où l'on touche, pour un bref moment, ce que pourrait être un monde où la quête du profit fait place à la connaissance de l'autre et à l'ouverture. C'est permis de rêver, car d'autres mondes sont possibles!

FSM VI, Caracas – aperçu général

Raymond Favreau

Le Forum social mondial VI à Caracas, Venezuela, était mon cinquième FSM en tant que délégué d'Attac-Québec. Celui-ci se démarquait des FSM précédents en ce que, pour la première fois, un nombre considérable d'ateliers et de délégués y prenant la parole allaient au-delà du procès du néolibéralisme et de la globalisation pour enfin traiter d'alternatives socio-politiques, philosophiques et idéologiques sous la rubrique générale du socialisme du 21^e siècle et ses composantes (démocratie participative non élitiste, cogestion, autogestion et coopératives, et étatisme très mitigé par l'emphase mise sur les initiatives venant du peuple plutôt qu'imposées par les bureaucrates avant-gardistes). Le courant anarchiste marxiste y était présent aussi, Attac-Allemagne ayant organisé des ateliers sous la rubrique «Changer le monde sans prendre le pouvoir», auxquels était invité John Holloway.

Dans les deux cas l'humanisme primait le dogmatisme de l'époque du *socialisme réellement existant* des années 50 à 80.

L'autre nuance importante : les interventions plus nombreuses que par le passé mettant en question non seulement le capitalisme débridé ultralibéral mais le capitalisme en tant que tel, et le reliant à l'accentuation de la militarisation et à l'impérialisme états-unien – et aux dangers pour notre planète que pose le capitalisme industriel axé sur la valeur d'échange. Pour un membre d'Attac-Allemagne, la variante sociale-démocrate du capitalisme s'est rendue coupable de crimes contre l'humanité (collaboration blairiste à l'invasion de l'Iraq, complicité de Schroeder, ayant donné accès aux aéroports allemands comme point de départ des bombardiers états-uniens). Il n'a pas précisé s'il penchait vers l'approche de John Holloway ou s'il appuyait le nouveau Parti de la gauche d'Allemagne.

Une des activités qui m'a impressionné au plus haut point était l'assemblée des mouvements sociaux de clôture au Complexe Teresa Carreno le matin du 29 janvier. Les représentantEs de plusieurs

mouvements ont présenté des propositions qui témoignaient de cette évolution du FSM évoquée ci-dessus. Entre le 26 et le 29 plusieurs ateliers avaient traité du socialisme du 21^e siècle, s'inspirant de la pensée marxiste humaniste de Che Guevara et prônant un socialisme coopératif, participatif et autogestionnaire. On y a fait écho à cette grande réunion du 29, où notamment François Houtart parlait du capitalisme (et de l'impérialisme) comme étant le problème. Le contexte de la révolution bolivarienne socialiste, qui valide et encourage les coopératives et l'autogestion par les travailleurs des usines récupérées, y était sûrement pour quelque chose.

Le thème dominant des propositions était la dénonciation de la marchandisation et de la militarisation. En ce qui a trait à la marchandisation, on demandait la fin des privatisations de l'eau, de l'éducation, de la santé et des services publics en général. On réclamait que cesse l'activité néfaste de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale dans ce processus de marchandisation que les États-Unis et l'Union européenne tentent d'imposer aux peuples du Sud. Les efforts pour conclure la ZLÉA et faire avancer l'AGCS ainsi que la signature d'accords bilatéraux et multilatéraux entre les É-U, l'UE et le Canada, d'une part, et des pays du Sud d'autre part, faisaient aussi l'objet de dénonciations.

Les interventions des porte-parole d'Amérique latine et français de Via Campesina étaient percutantes. On nous expliquait que la démarche de l'OMC pour marchandiser l'agriculture avait pour objet non pas la sécurité alimentaire mais la promotion des intérêts des FMN de l'agro-business et la baisse des revenus des paysans du Nord comme de ceux et celles du Sud.

Pour ce qui est de la militarisation, une des propositions qui exigeaient le retrait des troupes états-uniennes de l'Iraq se doublait de la demande de mettre fin à la privatisation des ressources pétrolières de ce pays. On demandait aussi le retrait des

forces US de la Colombie et du Paraguay, ainsi que des forces étrangères (y compris canadiennes) de l'Afghanistan et d'Haïti.

Un représentant du peuple palestinien a demandé aux altermondialistes de faire pression sur leurs gouvernements pour imposer un boycott de l'État israélien jusqu'au retrait des territoires – s'inspirant de ce qui avait été fait pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Il a souligné que la revendication palestinienne ne vise pas le peuple juif mais l'expansionnisme sioniste. Il y avait parmi les déléguéEs des membres montréalais de PAJU, l'organisme conjoint de juifs et de palestiniens en faveur du retrait des territoires occupés.

Des militantEs ont présenté des propositions exigeant la répression de la violence faite aux femmes et aux enfants, contre la discrimination axée sur l'orientation sexuelle et contre le racisme. On demandait aussi l'appui de la communauté internationale des campagnes en faveur de la légalisation de l'avortement dans les pays comme la Colombie et le Chili.

À l'un des ateliers des Attac de divers pays les trois coordonnateurs de Conseils scientifiques d'Attac présents – Allemagne, Belgique et Québec (le soussigné) – ont pris contact en vue de créer un réseau des CS et d'échanger des informations et documents.



FSM de Caracas : Appel à mobilisation d'urgence lancé contre l'OMC

Catherine Caron

De manière à nourrir le travail que fait Attac-Québec concernant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), je me suis principalement concentrée sur cette question au FSM de Caracas. L'OMC s'ingérant dans de multiples aspects de nos vies, ce sujet était omniprésent dans une foule d'ateliers portant sur l'environnement, les services publics, l'agriculture ou encore les droits humains. Que ce soit dans **l'Appel de l'Assemblée des mouvements sociaux** ou la grande conférence intitulée **La Bataille de Hong Kong**, sur laquelle je vais mettre l'accent ici, un mot d'ordre puissant a été envoyé à tous à Caracas : il y a urgence, il faut une mobilisation massive pour stopper l'OMC dans les prochains mois.

Pourquoi? Parce que lors de la conférence ministérielle de Hong Kong, tout en faisant croire qu'ils étaient déçus du résultat, les multinationales et les milieux d'affaires ont gagné contre les pays pauvres et les pays en voie de développement, et les citoyens

du monde en général. Non seulement l'OMC a-t-elle survécu à une grave crise, où sa survie était en jeu, mais elle ressort dynamisée avec la volonté ferme de boucler le cycle de négociations de Doha.

Le bilan des dix années de règne de l'OMC suffit à justifier et à demander l'arrêt immédiat des négociations ainsi que des changements radicaux concernant le système du commerce international. La réunion de Hong Kong n'a fait qu'empirer les choses en imposant de force (et le mot n'est pas trop fort lorsqu'on lit les rapports expliquant comment la déclaration ministérielle a été adoptée) :

1. un système de négociations de l'AGCS modifié pour contraindre plus efficacement les pays à libéraliser, déréglementer et privatiser leurs services, incluant les services publics, sous la pression de groupes de pays qui le leur demanderont;
2. le maintien des systèmes de subventions américains et européens à l'agriculture qui permettent le dumping (agriculture, coton) vers les pays

pauvres. On s'est seulement engagé à éliminer progressivement les subventions à l'exportation d'ici 2013, or ces subventions ne sont pas les principales responsables du dumping qui dévaste les agricultures paysannes des pays pauvres;

3. des mesures injustes concernant l'ouverture des marchés aux produits non agricoles (incluant les ressources naturelles, les minéraux, les forêts, les zones de pêche). Plus qu'auparavant, les produits manufacturés des pays riches vont pouvoir concurrencer ceux des pays en développement sans que ces derniers puissent se protéger (puisqu'ils devront au contraire réduire leurs droits de douane);
4. le maintien du mécanisme prouvé impraticable qui empêche l'accès aux médicaments essentiels dans les pays n'ayant pas de capacité de production pharmaceutique, ce qui condamne à mort des milliers de victimes du sida en Afrique plus particulièrement;
5. un « Paquet développement » bidon qui consiste essentiellement à endetter davantage les pays.

Après les échecs des rencontres de Seattle et de Cancun, aucun pays n'aurait osé s'opposer et faire échouer la conférence de Hong Kong. C'est pourquoi malgré une forte opposition exprimée à l'extérieur et à l'intérieur de la conférence, les grandes puissances ont réussi à diviser pour mieux régner. Ce sont l'Inde et le Brésil en particulier qui ont accepté l'inacceptable (les points pré-cités) et qui l'ont fait accepter aux autres en tant que leaders des pays en voie de développement. Pourquoi? Pour sauver l'OMC et entrer dans la cour des grands. Car ce sont désormais les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Inde et le Brésil les puissances qui dominent à l'OMC, le Canada y a perdu sa place.

Lors d'une rencontre stratégique organisée par l'Alliance sociale continentale¹ et lors de la grande conférence sur Hong Kong, Walden Bello (Focus on the Global South) a

insisté sur le fait que le Venezuela doit et peut jouer un rôle d'opposition crucial pour stopper les négociations (mais il risque de refuser de le faire pour ne pas irriter le Brésil). Le Venezuela est en effet le seul pays avec Cuba qui s'est opposé de façon marquée jusqu'à la fin à Hong Kong et particulièrement concernant la libéralisation des services.

Si la mobilisation a été exceptionnelle à Hong Kong et Mikyung Ryu (coordonnatrice coréenne au sein du Korean People's Action against FTA & WTO) en a témoigné de manière très émouvante à Caracas, il reste que l'ensemble des mouvements sociaux du monde n'ont pas assuré une mobilisation suffisante. Nous en payons le prix maintenant et il faudra nous activer. Laurie Wallach (Public Citizen, Global Trade Watch) a livré un discours très mobilisateur pour nous donner espoir et nous stimuler à tout mettre en branle. À ses yeux, les bonzes de l'OMC n'ont que quelques mois pour régler des centaines de détails. Et ils sont coincés par l'échéancier extrêmement serré qui leur impose de boucler les négociations avant que le président Bush ne perde le «fast track», cette mesure grâce à laquelle il peut négocier des accords commerciaux internationaux que le Congrès américain ne peut qu'accepter ou refuser, sans possibilité d'amender.

Les opposants, eux, n'ont qu'à trouver 3-4 talons d'Achille pour alerter les parlementaires et l'opinion publique, entraîner des retards dans le processus et ainsi faire dérailler l'OMC. Le défi peut être relevé. En gardant en tête qu'arrêter l'OMC, c'est frapper le cœur du système de domination économique actuel (FMI, BM, OMC) et envoyer des ondes de choc douloureuses à toutes ses extensions (ZLÉA, accords bilatéraux, etc.). L'OMC n'organise pas le commerce. Elle organise le démantèlement des États, la déréglementation, la privatisation de toutes les activités humaines; elle «dé-démocratise» nos sociétés de manière fort pernicieuse.

Un représentant de Via Campesina a pour sa part expliqué que les techniques nouvelles en agriculture conduisent à de tels gains de productivité (et écarts de productivité entre les pays), que cela

¹ Attac-Québec fait partie du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) qui lui-même fait partie de l'Alliance sociale continentale. Voir : www.rqic.alternatives.ca.

condamne des millions d'emplois suivant une vision basée sur le seul profit des multinationales, au détriment de la souveraineté et de la sécurité alimentaires et de la biodiversité. La construction du rapport de force est prioritaire à ses yeux pour réussir à imposer l'arrêt immédiat du dumping et le droit pour les pays de protéger leurs agricultures locales. Deborah

Bourque, du Congrès du travail canadien, a bien parlé de l'expérience de lutte contre le libre-échange acquise au Canada (AMI, ZLÉA, contestation actuelle en cours du fameux chapitre 11 de l'ALÉNA). Elle a insisté sur le fait que les syndicats des pays riches doivent faire plus dans la bataille contre l'OMC et le libre-échange en général.

QUE FAIRE MAINTENANT ?

De grandes mobilisations sont à l'horizon pour exiger le respect de la démocratie et des droits humains, le commerce juste et équitable, la sauvegarde du bien commun et l'existence de services publics de qualité. S'impliquer dans Attac-Québec et dans la campagne OMC/AGCS, c'est agir concrètement en ce sens. Payer sa cotisation, venir à une formation, diffuser des informations et dépliants, aider à tenir un kiosque, aider à organiser une activité publique, utiliser ses contacts, ce ne sont que quelques unes des façons de contribuer. Ça vous intéresse? Il suffit de nous écrire à quebec@attac.org. Une multitude de renseignements concernant cette campagne se trouvent aussi sur notre site à l'adresse : <http://www.quebec.attac.org>.

ALENA PLUS : Vers une nouvelle génération d'accords commerciaux où prédomine la sécurité des Etats-Unis

Ghislaine Raymond

Cette rencontre tenue le 25 janvier 2006 était parrainée par l'Alliance sociale continentale (ASC). Elle a réuni les quatre réseaux sociaux d'Amérique du Nord : Alliance for Responsible Trade (ART- US), le Réseau mexicain d'action face au libre-échange (RMALC), Commun Frontaliers Canada et le Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC).

Les enjeux pour la société civile du Partenariat nord-américain pour la prospérité (PSP), mis en œuvre le 27 juin 2005 et connu aussi sous l'expression ALÉNA PLUS ou intégration en profondeur, ont été soulevés par la cinquantaine de participants de cet atelier.

Cette nouvelle stratégie régionale de libre-échange vise à garantir la domination des États-Unis sur l'hémisphère Nord et à contrebalancer l'échec de la ZLEA. C'est dans ce cadre que se situent les ententes à venir sur la carte d'identité obligatoire pour entrer aux EU en 2007, le projet de bouclier anti-missiles

et l'éventuelle clôture à la frontière canadienne et mexicaine. Cette militarisation feutrée ne peut être dissociée des atteintes aux libertés civiles aux EU et aux conséquences de la loi C36 dans le cas de Maher Arar.

Cet accord en profondeur, qui n'a pas été débattu au Parlement, cherche une harmonisation des lois des trois pays en matière d'environnement et d'énergie. Des marchés sécurisés prévoient, entre autre, que l'Alberta devra approvisionner en pétrole les EU même si la population de cette province ou celle du Canada devait être aux prises avec une pénurie.

Des objectifs similaires sont recherchés, entre autre, dans le domaine de l'eau, de l'acier, de la téléphonie, de l'auto et du vêtement sans oublier les services publics (UPS-Poste Canada).

Au plan politique, ce n'est plus le Parlement qui est appelé à suivre ces dossiers. Ce sont plutôt des groupes sélects d'entreprises qui exercent des pressions sur les gouvernements des 3 pays. Les décisions sont prises au

Cabinet du Premier Ministre, sans débat parlementaire. Cette recette est aussi expérimentée dans les accords de libre-échange EU-Amérique Centrale.

Les perspectives de lutte contre l'ALENA PLUS et contre la ZLEA, menée à l'échelle des Amériques par les membres de l'ASC, ont été principalement des luttes défensives.

Les 4 axes sont :

- contre les traités de libre-échange
- contre la sécurité et la militarisation
- contre la dette et les institutions financières internationales

- contre les transnationales du continent.

Cette lutte défensive doit passer à une nouvelle étape et y ajouter une offensive. Les participants de l'atelier conviennent de la nécessité de cibler des actions communes pour faire dérailler cet accord au profit des transnationales. La colère des agriculteurs mexicains, jointe à la résistance des organisations d'ici tel l'UPA et l'Union paysanne, pourraient servir de levier à cette offensive.

Le marxisme selon le Che et le socialisme du 21^e siècle

Anne Hubbard

Aux FSM antérieurs à Porto Alegre, il était fréquent de voir dans la rue, lors des grands défilés, des portraits de Che Guevara. Autant l'intérêt pour la pensée du Che n'a pas cessé, autant en ce début du millénaire, il a pris son essor. Ceci grâce à la révolution bolivarienne au Venezuela qui est basée en bonne partie sur le marxisme humaniste du Che.

J'ai réuni dans ce texte des passages des présentations de tous les panélistes de l'atelier sur le socialisme du 21^e siècle. Les orateurs avaient une grande admiration pour les idées du Che et ont fait ressortir que ses idées sont bien vivantes grâce à la résistance sur le continent sud américain et à l'émergence d'une mouvance révolutionnaire dans plusieurs pays.

Éléments de la pensée du Che

- ☑ Che Guevara a créé un courant de pensée pour contrer les idées capitalistes. Il ne croyait pas qu'il soit possible de créer le socialisme en utilisant des outils capitalistes. Il pensait qu'il était nécessaire d'éliminer le capitalisme et en particulier le matérialisme, et ne croyait pas que le socialisme puisse être créé à partir d'un socialisme matérialiste. L'échec de la tentative de l'Union Soviétique de devenir socialiste donne raison au Che de même que la politique dite de la troisième voie.

- ☑ Étant profondément humaniste le Che voulait éviter l'endoctrinement à tout prix. Il croyait que l'éducation populaire était le meilleur outil pour amener le peuple à prendre sa vie en main et que le changement vient avec la pratique. Sa pédagogie est enracinée dans l'expérience des opprimés qui se sont transformés, comme êtres humains, à travers une conscience et un vécu révolutionnaires. Son approche était basée sur la persuasion et la lutte. Il préconisait des rencontres en petits groupes pour clarifier les idées et les mettre en pratique. De cette façon le peuple révolutionnaire sent qu'il n'a pas perdu son pouvoir. Le passé devient un souvenir et l'avenir est plus grand. *L'idée d'un lien entre le peuple et un processus révolutionnaire implique une relation forte entre le pouvoir et le peuple.*

- ☑ Le Che voulait éviter à tout prix le totalitarisme. Il est devenu guérillero pour se battre contre la répression d'État. Il croyait qu'un guérillero doit se battre partout où il y a des peuples opprimés. Il a mis l'emphase sur l'individualité des masses qui font l'histoire. Il aimait dire *qu'il ne faut pas mourir en défendant un idéal mais pour que cette idée devienne réalité.*

- ☑ Il croyait que, pour créer une société meilleure, les relations entre personnes étaient très importantes. Il a compris que les *relations transparentes basées sur la solidarité créent de nouvelles relations sociales fondées sur l'unité.* Il était d'avis

que le développement de la conscience fait plus pour la production que des incitatifs matériels.

Michael Liebovitz suggère que le marxisme du Che contient des éléments importants du socialisme du 21^e siècle. La constitution bolivarienne illustre une forte volonté de construire une société où chacun et chacune peut développer son potentiel et s'inspirer des autres. Le chemin de la transformation est la pratique révolutionnaire. Les articles 1, 62, 70, 102 et 135 de la constitution bolivarienne sont conformes à la pensée du Che (V. le sommaire de ces articles en annexe).

Contrairement à John Holloway et à d'autres penseurs marxistes anarchistes, Michael Liebovitz croit que, dans le cas du Venezuela, il est nécessaire de prendre le contrôle de l'État surtout pour s'appropriier les revenus de l'industrie pétrolière. Ces argents servent maintenant les secteurs de la santé, l'éducation, la culture, la promotion de l'économie sociale, le logement social et la lutte contre la pauvreté. *C'est un processus d'inclusion des exclus dans la production à partir de la base.* De nouveaux types de concepts matériaux naissent qui ressemblent à ceux que prônait Che.

D'après Marx, il fallait un certain type d'État pour créer un État socialiste. *Un État qui crée les conditions permettant au peuple de s'autogouverner.*

La révolution vénézuélienne

Carlos Lanz est un théoricien de la révolution bolivarienne et un des conseillers de Chávez (voir son document, *Tesis programatica del socialismo revolucionario*, janvier 2006). Ses idées sont semblables à celles du Che. Il croit aussi que l'accent mis sur la production est un concept capitaliste et que c'est une des raisons de l'échec soviétique. Il est également d'avis que le socialisme doit éviter le matérialisme et que le processus révolutionnaire ne doit pas être un endoctrinement.

Pour approfondir la révolution, une critique permanente de ce qui se passe au Venezuela est nécessaire et ceci dans toutes les couches de la population. Les idées révolutionnaires ne sont pas conventionnelles. Carlos Lanz suggère qu'il faut comprendre le mécontentement

d'une partie de la population, tout en sachant que l'impérialisme mène une campagne féroce contre la révolution bolivarienne. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont mécontents. Lanz propose la création d'écoles, dans tout le pays, pour l'étude de ces questions et pour promouvoir la discussion. Comme le Che, il parle de la transformation de la conscience.

Au Venezuela, ces idées sont discutées à tous les niveaux du gouvernement dans le but de promouvoir le changement. Il y a des différences d'opinion et c'est important de permettre un ballotement des idées. La révolution bolivarienne vise la création de nouvelles structures, notamment pour le concept de la production. Le but est de passer de la cogestion à l'auto-gestion et de ne plus voir la production uniquement comme un moyen d'accumuler la richesse.

Carlos Lanz nous rappelle que *le nouveau n'est pas encore né et que le passé n'est pas mort.*

Chávez est très conscient des dangers qui guettent la révolution bolivarienne. Dans le livre «Qué piensa Chávez» de Nestor Francia, Chávez dit, dans un de ses discours, que les deux pires ennemis de l'État sont la bureaucratie et les avant-gardistes. J'ai bien l'impression que le Venezuela est en train d'éviter les erreurs commises lors d'autres tentatives de révolution socialiste en s'inspirant de la pensée de Che Guevara et de celle de Simon Bolívar.

Annexe

L'article 1 de la Constitution bolivarienne stipule que le Venezuela fonde son patrimoine moral et ses valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de paix dans la doctrine de Simon Bolívar.

L'article 62 reconnaît le droit de tous les citoyens et les citoyennes de participer librement dans les affaires publiques, directement ou par leurs représentants, et que la participation est nécessaire au développement.

L'article 70 prévoit non seulement les élections mais aussi les référendums et la révocation du mandat des éluEs, ainsi que la participation populaire dans le social et l'économique et les entreprises communautaires et autres formes

associatives guidées par les valeurs de coopération mutuelle et de solidarité.

L'article 102 reconnaît l'éducation comme un droit et une obligation. Elle est démocratique, gratuite et obligatoire, et doit servir à développer le potentiel créateur de chacun dans une société basée sur la valorisation éthique du travail et dans la participation active, consciente et solidaire dans le processus de transformation sociale.

L'article 135 précise que la loi vise le bien-être social général, n'excluant pas les lois, qui en vertu de la solidarité et responsabilité sociale, s'imposent aux particuliers selon leur capacité.

L'article 135 précise que la loi vise le bien-être social général, n'excluant pas les lois, qui en vertu de la solidarité et responsabilité sociale, s'imposent aux particuliers selon leur capacité.

«Changer le monde sans prendre le pouvoir» En présence de John Holloway

La Coopérative Cecosesola à Barquisimeto, Venezuela *Anne Hubbard*

John Holloway a pris l'initiative d'inviter trois membres d'une coopérative qu'il venait de visiter et qui l'a beaucoup impressionné. Cette coopérative représente sûrement à ses yeux un exemple de comment changer le monde sans prendre le pouvoir.

C'est une coopérative qui existe depuis 38 ans et qui comprend 25 000 membres répartis sur cinq états du Venezuela. Mille membres travaillent activement au fonctionnement d'un supermarché qui est ouvert les vendredi, samedi et dimanche et qui vend des produits à plus de 55 000 personnes.

Ce qui distingue cette coop de bien d'autres est l'accent mis sur les relations humaines et l'approfondissement de ces relations. Relations entre les membres mais aussi avec les acheteurs. Des rencontres fréquentes en petits groupes de coopérantEs ont lieu pour discuter de la meilleure façon de construire la collectivité et comment chacun et chacune peut se transformer comme personne. Les valeurs humaines comme la responsabilité partagée et la confiance sont considérées comme les fondements d'une relation solidaire et nécessaire au bon fonctionnement de la coopérative. Par exemple, il n'y a pas de caisses enregistreuses dans le supermarché ni de superviseurs.

Par ailleurs, les membres de la coop sont passés par une profonde réflexion sur leur

identité culturelle pour se rendre compte que la manière dont ils s'organisent et produisent est la façon dont ils appréhendent le monde. Contrairement au système capitaliste, avec son organisation patriarcale et hiérarchique qui vise l'accumulation de richesses et engendre la division et l'inégalité, leur culture est une extension de la famille et holistique. La production et le commerce sont basés sur la responsabilité pour la nature et sur la solidarité. Le pouvoir est perçu comme un mal qu'il faut éviter à tout prix.

Il n'y a pas d'assemblée générale qui primerait toutes autres réunions. Le revenu est partagé également entre les membres et les familles reçoivent un salaire qui tient compte du nombre d'enfants. Il y a une rotation permanente des tâches et nul n'occupe un poste spécifique. Toute décision est par consensus. De plus, une décision n'est jamais considérée comme finale car le fonctionnement de la coop est en constante évolution. À partir de 9-10 ans les enfants peuvent déjà participer aux discussions et il y a une section du supermarché qui est tenue par les enfants.

Les membres de la coop ne vivent pas en vase clos et sont donc exposés aux valeurs différentes de celles qu'ils pratiquent. Leurs logements sont dispersés à travers la ville de 500 000 habitants et les enfants fréquentent l'école publique. L'influence de la culture ambiante (télé, magazines, etc.) sur les enfants fait souvent problème et donne lieu à des

discussions en petits groupes afin d'arriver à une solution consensuelle. Le comité de résolution de conflits a été remplacé par un processus de discussions informel entre membres. Environ 60% des jeunes arrivés à l'âge adulte continuent à faire partie de la coop

Cette coopérative semble avoir été le fruit de plusieurs influences. Elle a été fondée autour de 1968 par des jésuites du coin qui ont insisté que les membres proviennent des couches les plus pauvres de la population, c'est-à-dire des peuples indigènes. Cette culture indigène a certainement imprimé sa marque sur l'évolution de la coop. Il est intéressant de noter que le révolutionnaire Che Guevara avait compris que *des relations transparentes basées sur la*

solidarité créent de nouvelles relations sociales fondées sur l'unité. Il était d'avis que le développement de la conscience fait plus pour la production que les incitatifs matériels. (Citation provenant de la présentation sur le Che de Michael Liebovitz à un autre atelier).

Depuis l'élection de Hugo Chavez comme président du Venezuela, l'économie sociale est considérée comme une alternative économique au capitalisme. La coop Cecosesola fait partie de cette mouvance et agit comme conseillère auprès du gouvernement vénézuélien qui fait officiellement la promotion de l'économie sociale sous toutes ses formes. La constitution bolivarienne encourage les coopératives, l'auto-gestion et la cogestion.

**Pour toute suggestion, commentaire ou questions,
veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@videotron.ca)